

## Sommaire

### INTRODUCTION

*Marie-Violaine Louvet & Michel Martínez* 3

Jacobitism on the Grand Tour?  
The Case of the Duchy of Lorraine (1698-1730)  
*Jérémy Filet, Université de Lorraine* 8

The British Anti-Vietnam War Movement:  
an example of transnational solidarity?  
*Claire Mansour, Université Toulouse 2 Jean Jaurès* 26

La société civile chypriote grecque à Londres :  
Un militantisme en bout de course ?  
*Solveig Marois, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle* 42

La causa palestina a Espanya: ¿diferències polítiques entre  
el centre peninsular i les nacionalitats perifèriques?  
*Michel Martínez Pérez, Université Toulouse 1 Capitole* 62

Navigating Solidarity: How Palestine solidarity groups in the UK  
and Ireland have responded to the Palestinian statehood bid  
*David Landy, Trinity College Dublin* 76

Les « rencontres transfrontalières » des associations de la mémoire  
historique républicaine : entre internationalisation des luttes et  
territorialisation des mémoires  
*Anélie Prudor, Université Toulouse 2 Jean Jaurès* 98

“Finding the balance” : le rôle transfrontalier des associations du  
secteur privé dans la gestion de la frontière américano-canadienne  
*Pierre-Alexandre Beylier, Université Grenoble-Alpes* 124

Sociedad civil y democracia en América Latina: La movilización  
legal de las Organizaciones de Sociedad Civil (OSC) en la defensa  
de los derechos de salud  
*Luz Muñoz (Universitat de Barcelona, UB);  
Luis Zavala (Universidad Panamericana de México); David Moya (UB)* 146

## INTRODUCTION

### L'activisme au-delà des frontières : société civile et réseaux transnationaux

**Marie-Violaine Louvet et Michel Martínez**  
**Université Toulouse 1 Capitole**

*La publication de ce numéro de Miroirs fait suite à l'organisation, par le Département des Langues et Civilisations, d'une journée d'étude internationale, plurilingue et interdisciplinaire organisée à l'Université Toulouse 1 Capitole, le 6 mai 2016.*

A l'heure de l'activisme globalisé, l'importance stratégique des associations civiles dans les sphères publiques anglophone et hispanophone ne saurait faire aucun doute. Le phénomène de mondialisation, associé au regroupement des Etats dans des instances supranationales, a engendré des répercussions sur la nature et la forme de l'action militante, qui tend à se développer sur le modèle de l'action transnationale, un activisme au-delà des frontières. Comme le souligne John Clark, le déplacement des lieux de décision et des espaces politiques de référence a suscité des formes nouvelles de mobilisation (Clark, 2003, 3). Si les prémisses de telles mobilisations peuvent dater, nous le verrons, de périodes historiques plus lointaines, les institutions supranationales qui se sont multipliées depuis la fin de la seconde guerre mondiale n'ont plus aujourd'hui le monopole de la défense du bien commun. C'est le cas de l'Union Européenne, qui, vacillante face à la tragédie des migrants en Méditerranée et à la détresse économique de la Grèce, est emprisonnée dans une indécision paralysante et un double discours, qui ouvrent un champ d'action aux réseaux transnationaux. Ces réseaux, liés par le ciment d'un engagement à la fois ressenti et décrit comme le fruit d'un impératif moral, souvent fondé sur la défense des droits de l'Homme, ont pour caractéristique l'utilisation de l'action directe. Celle-ci vient contrecarrer la passivité des Etats et des instances supranationales, et met par conséquent en lumière un déni démocratique latent au sein de ces entités politiques.

Ce numéro de Miroirs invite le lecteur à s'interroger sur l'action des associations, publiques comme privées, qui, sans soutien institutionnel, parviennent à s'associer à des structures homologues de l'étranger. Ces groupes, dont le dynamisme a pris de l'ampleur à la fin des années 1960, constituent des réseaux transnationaux, unis par des valeurs et un discours communs, qui sont à l'origine d'échanges tangibles d'information et de services (Keck et Sikkink, 1998, 18). La récente multiplication, depuis les années 1990, des associations transnationales est grandement facilitée par l'utilisation des nouvelles technologies (internet, vidéoconférences, réseaux

sociaux...) et la démocratisation des transports, aériens notamment, qui permettent, malgré la distance géographique, de tisser des liens entre activistes du Nord et du Sud et d'éliminer tous les intermédiaires dans le relais et l'interprétation des actualités politiques, économiques, culturelles et sociales. Il s'agit ici de s'interroger sur les modalités de l'action collective et l'impact réel de ces structures militantes créées de manière horizontale. Sont soulevées les questions du fonctionnement des collaborations transnationales, des différents types des actions engagées (lobbying politique, manifestations, piquets de grève, promotion de la culture, boycott, opérations coups de poing...) mais aussi des discours nourris par une rhétorique de l'explication et de la justification qui entourent ces formes d'action et visent à promouvoir une image désirable des groupes mobilisés. La nature commune des causes épousées, les motivations des acteurs politiques et l'obtention de financements qui permettent de soutenir l'action collective font aussi partie des problématiques abordées ici.

L'ancien président de l'Uruguay, José Mujica, a déclaré : « les humains doivent cesser de raisonner en 'nationaux' et commencer à réfléchir en tant qu'espèce et pour cela nous devons nous doter d'une gouvernance mondiale » (2015). Les activistes transnationaux seraient-ils une nouvelle forme de gouvernance mondiale et mondialisée ? Pourraient-ils le devenir et ont-ils cette ambition ? Les nombreux visages de l'activisme transnational se mettent en scène dans une rhétorique symbolique de la justification qui se décline dans le discours militant. Les mécanismes de concertation libèrent le potentiel créateur de l'action collective qui crée une fracture de plus en plus évidente, à mesure que le temps passe, avec le répertoire d'action collective traditionnel qui précède la création d'une internationale civile (Tarrow, 2005, 15). Celle-ci se nourrit d'une dynamique de la revendication et de la rupture avec une norme de participation à la sphère publique pour laisser place à l'agir-ensemble intentionnel. Subversion, provocation et potentiel de déstabilisation caractérisent l'action transnationale qui est souvent nourrie, nous le verrons, par des nationalismes, sentiments identitaires et identités catégorielles qui remettent en question l'activisme transnational comme arme de régénération démocratique.

Notre étude des mouvements transnationaux s'intéresse tout d'abord à la naissance de réseaux transnationaux de solidarité au tout début du 18<sup>e</sup> siècle. Dans le Royaume de Grande-Bretagne, la Glorieuse révolution (1688) pousse à l'exil vers le continent européen les soutiens du roi catholique déchu Jacques II, éloigné du trône par le Parlement britannique au bénéfice de sa fille Marie II et de son mari Guillaume III d'Orange puis de son autre fille Anne et enfin de la Maison de Hanovre avec l'accession au trône de George 1<sup>er</sup> en 1714. Jérémy Filet (Université de Lorraine), dans 'Jacobitism on the Grand Tour? The Case of the Duchy of Lorraine (1698-1730)' nous invite à nous interroger sur les réseaux de soutien jacobites qui se tissent avec les visiteurs britanniques du Duché de Lorraine à l'occasion du Grand Tour,

ce traditionnel voyage autour de l'Europe entrepris par les jeunes gens des classes les plus aisées du Royaume-Uni. Jérémy Filet sonde l'engagement de ces visiteurs auprès des Jacobites qui se sont installés dans le Duché, dont Jacques Edouard Stuart – prétendant au trône et fils de Jacques II – qui le rejoint en 1713. Il montre en particulier la place tout à fait unique du Duché de Lorraine comme cœur du mouvement jacobite, en partie du fait du rôle des académies qui y sont implantées et qui se feront l'écho d'une propagande jacobite.

Après cette étude historique, notre survol des manifestations d'un activisme au-delà des frontières nous amènera dans le Royaume-Uni contestataire du milieu des années 1960 au milieu des années 1970. En s'appuyant sur des sources originales, qui comprennent 10 années de publications alternatives et étudiantes (1965-1975), Claire Mansour (Université Toulouse 2 Jean Jaurès) s'est attachée à démontrer l'origine britannique des manifestations de masse contre la guerre du Vietnam au Royaume-Uni et à en identifier les spécificités. Avec 'The British Anti-Vietnam War Movement: an example of transnational solidarity?', elle met en évidence l'inscription symbolique de ce mouvement anti-guerre au sein de plateformes de revendication plus larges comme le mouvement anti-nucléaire, ou le mouvement LGBT. Un peu plus tard, dans les années 1980, apparaissent les premières associations militantes chypriotes à Londres, au sein des communautés qui ont fui l'île déchirée en 1974 par le conflit qui opposa Chypriotes grecs et turcs. Dans 'La société civile chypriote grecque à Londres : Un militantisme en bout de course ?' Solveig Marois (Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle) étudie l'évolution de l'activisme transnational de cette population en exil, en particulier les formes des revendications entreprises par les différentes générations nées ou non au Royaume-Uni, et s'interroge sur la pérennité du mouvement et de son identité première.

La période contemporaine est nous l'avons dit, la plus riche en ce qui concerne la création de réseaux transnationaux de solidarité. Pour l'espace ibérique contemporain, Michel Martínez Pérez (Université Toulouse 1 Capitole) s'intéresse aux mouvements pro-palestiniens dans 'La causa palestina a Espanya: ¿diferències polítiques entre el centre peninsular i les nacionalitats perifèriques?'. Il s'interroge sur les échos de ces mouvements dans les territoires périphériques de la péninsule qui connaissent des mouvements nationalistes (hégémoniques ou non). Autrement dit, il est question d'étudier le poids du contexte politique local dans les engagements solidaires avec la Palestine ou avec d'autres « territoires occupés ». Pour le Royaume-Uni et la République d'Irlande, David Landy (Trinity College Dublin), analyse la réponse des groupes pro-palestiniens locaux à la demande de reconnaissance de l'Etat palestinien présentée à l'ONU en 2011. Celle-ci était présentée par Mahmoud Abbas, le Premier Ministre de l'Autorité Palestinienne sous contrôle du Fatah. Landy montre comment ce moment-clé dans le processus international de reconnaissance de l'Etat palestinien a révélé des différences fondamentales de fonctionnement, de

stratégie et d'idéologie entre les différentes factions pro-palestiniennes organisées dans les îles britanniques.

Entre l'Espagne et la France, Anélie Prudor (Université Toulouse 2 Jean Jaurès) propose un focus sur les associations dites de « mémoire historique » des deux côtés des Pyrénées avec un article intitulé 'Les « rencontres transfrontalières des associations de la mémoire historique républicaine » : entre internationalisation des luttes et territorialisation des mémoires'. Il s'agit de passer en revue les enjeux pluriels de ces rassemblements transnationaux de militants qui entendent dépasser les frontières et faire avancer leurs revendications quant aux questions mémorielles de l'Espagne républicaine.

Dans, "Finding the balance" : le rôle transfrontalier des associations du secteur privé dans la gestion de la frontière américano-canadienne' Pierre-Alexandre Beylier (Université Grenoble Alpes) met en lumière la réaction des associations du secteur privé face à l'amplification des mesures de sécurité autour de la frontière américano-canadienne qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001. L'objectif de continuer à développer le libre-échange a, contre toute attente, développé une nouvelle forme d'activisme économique et dynamisé les relations transnationales entre ces entités dont l'entente repose sur un intérêt commun.

Finalement, dans 'Sociedad civil y democracia en América Latina: La movilización legal de las Organizaciones de Sociedad Civil (OSC) en la defensa de los derechos de salud, Luz Muñoz (Universitat de Barcelona), Antonio Zavala (Universidad Panamericana de México) et David Moya (Universitat de Barcelona) proposent une réflexion sur la mobilisation de citoyens argentins, mexicains et colombiens pour le déploiement adéquat de lois sur la santé, notamment sur le contrôle de la consommation de tabac. La mobilisation et l'expérience des OSC, dans ces pays et entre ces pays, se sont avérées cruciales pour garantir aux citoyens une avancée dans ces domaines de santé publique et une stricte application des lois.

Nous souhaitons profiter de cet espace pour remercier toutes les personnes ayant participé à l'organisation de la Journée d'Etude du 6 mai 2016 (DLC) ainsi que tous les participants pour leur contribution enrichissante et rigoureuse.

**Marie-Violaine Louvet et Michel Martínez**

## Références

Clark J., 2003, *Globalizing Civic Engagement, Civil society and transnational action*, Londres, Earthscan publications Ltd, 194 p.

Keck, M. E., Sikkink, K., 1998, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 227 p.

Tarrow, S., 2005, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 258 p.

Interview de José Mujica dans l'émission télévisée Salvados (chaîne espagnole La Sexta) diffusée le 30 novembre 2015. Interview réalisée par le journaliste Jordi Évole. <https://www.youtube.com/watch?v=ZIE-9ohXgDI> Page consultée le 1er juin 2017.